

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**MACRON A FORMÉ SON QUINZE,
JETONS-NOUS DANS LA MÊLÉE !**



Bulletin du Nouveau Parti Anticapitaliste- La Défense - 15 janvier 2024

C'est donc Gabriel Attal que Macron a choisi comme porte-voix... enfin, Premier ministre. Quant au gouvernement lui-même, mépris pour les pauvres, promiscuité avec les riches et casseroles judiciaires doivent être les critères de sélection des ministres.

Les nouveaux larbins de la grande bourgeoisie

On a ainsi découvert que la nouvelle ministre de l'Éducation, Oudéa-Castéra, en a eu « marre » des « paquets d'heures non sérieusement remplacées » du public, ce pourquoi elle a mis ses enfants dans le très catholique collège Stanislas, établissement privé d'élite, aux mœurs tout à fait réactionnaires. Oudéa-Castéra n'est pas une inconnue des milieux d'affaires, puisqu'elle a été conseillère du directeur général d'Axa et a pour conjoint le président de Sanofi.

Prise de guerre de Macron-Attal sur les Républicains, Rachida Dati accède au ministère de la Culture, malgré (ou grâce à ?) une mise en examen pour « corruption passive », « recel d'abus de pouvoir » et « trafic d'influence passif ». Susceptible quand elle était au Parlement européen d'intervenir sur les questions liées à l'industrie automobile, elle a perçu 900 000 euros du groupe Renault pour de prétendus services de conseil à son PDG d'alors, Carlos Ghosn, aujourd'hui lui-même en fuite pour échapper aux poursuites judiciaires.

Tout pour les patrons

Le flic en chef Darmanin est reconduit, lui dont la loi Asile et immigration reprend le programme de Le Pen : elle criminalise les travailleurs sans papiers, leur retire des droits sociaux et, peut-être demain, l'accès aux soins médicaux. Les travailleurs sans papiers sont ceux qui œuvrent jour et nuit pour construire les stades des JO de 2024, s'occuper des personnes âgées, nettoyer les assiettes dans lesquels mangent ceux qui peuvent encore aller au restaurant. En les précarisant davantage encore, Darmanin voudrait offrir à leurs employeurs une main-d'œuvre qui n'osera pas revendiquer, ce qui ferait pression sur tous les autres. Enfin, ça, c'est ce qu'ils espèrent...

Reconduit aussi le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, qui après avoir distribué plus de 200 milliards au patronat pendant la crise sanitaire, prétend avoir fait de l'inflation « son premier combat ». Les prix alimentaires, depuis, ont augmenté de 20 %. Mais Macron et la bourgeoisie ne lui en veulent pas trop d'avoir « perdu » un combat... qu'il n'a jamais vraiment entamé, puisqu'il aurait fallu s'en prendre à la grande distribution, principale responsable de la hausse des prix alimentaires. Les patrons lui en veulent d'autant moins que les dividendes du CAC 40 ont atteint l'année dernière le montant record de 97,1 milliards d'euros.

Mettre le bazar dans leurs projets !

Voilà donc le nouvel état-major de la bourgeoisie ! Ou plutôt les prête-noms du véritable état-major que forment les grands patrons. Contre les uns et les autres, notre seule arme c'est notre force collective. Refusant des hausses de salaire misérables, les travailleurs du technicentre SNCF de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) ont débrayé à plusieurs centaines le 9 janvier. La veille, les urgentistes de l'hôpital de Meuran-Les Mureaux (Yvelines) s'étaient mises en grève pour exiger des embauches. Dans le Pas-de-Calais, ce sont des collectifs qui, comme le Soulèvement des eaux de France, se constituent pour pallier le manque d'à peu près tout que subit la population des villes plusieurs fois inondées. « Si Blendecques était une banque, on l'aurait déjà sauvé », pouvait-on lire sur une pancarte de la manifestation qui s'y est déroulée le 13 janvier. Mais si nous ne sommes ni banquiers ni patrons, il faudra nous sauver nous-mêmes !

Faire reculer le gouvernement et le patronat sur l'ensemble de leur politique exige un mouvement d'ensemble. Le 14 janvier, des milliers de personnes ont défilé dans toute la France contre la loi Darmanin-Le Pen et pour la régularisation de tous les sans-papiers, dont 25 000 à Paris. Il faudra être davantage encore dimanche 21 janvier, et tant qu'il le faudra !

Le 15 janvier 2024

contact@nouveauantipartialiste.fr



@NPA_NouvParAnti



npanouveauantipartialiste



@Revolutionnaires_journal



nouveauantipartialiste.fr

Inflation : quand y'en a plus y'en a encore

Malgré la petite rengaine sur la « baisse » de la hausse des prix, l'inflation moyenne en 2023 a été de 4,9 % contre 5,2 % en 2022 (soit +10,3 % en deux ans, à mettre en balance avec nos augmentations). Le ralentissement prend son temps ... A peine le temps de se réjouir, que 2024, son ciel sombre et son air glacial sont déjà là !

Les négociations en cours entre représentants des supermarchés et les industriels pour déterminer le prix d'un grand nombre produits vendus en grande surface ne vont pas se traduire par une baisse ou une stabilisation des prix mais pas de nouvelles hausses en ce début d'année. Jean-Philippe André, le président de l'Association nationale des industries alimentaires, la principale organisation représentative des agro-industriels, et Jacques Creyssel, le délégué général de la Fédération des distributeurs, tablent sur une nouvelle hausse générale moyenne de 2 % à 3 % des prix de l'alimentaire, hausse qui devrait être encore plus sensible sur certains produits considérés « en tension », comme le sucre, le riz, l'huile d'olive, le cacao ou le jus d'orange. Côté facture d'électricité, après 15 % de hausse en février 2023 et 10 % en août 2023, une nouvelle hausse de 10 % des prix devrait avoir lieu le mois prochain. Au 1er février, le tarif réglementé de l'électricité va presque stagner mais la hausse des taxes de 10 % décidée par les pouvoirs publics va faire flamber les factures. Ces taxes avaient été temporairement réduites dans le cadre du bouclier tarifaire mais le gouvernement veut profiter de la relative stabilité des prix de l'énergie sur les marchés pour rattraper le temps perdu et nous faire les poches !

Pour Noël, Blackrock s'offre un beau cadeau dans le secteur des infrastructures

Blackrock, le premier gestionnaire d'actifs au monde a annoncé vendredi s'offrir -pour la modique somme de 12,5 milliards de dollars, une paille !- la société d'investissement GIP devenant ainsi le deuxième plus grand gestionnaire d'infrastructures au monde.

Blackrock sera notamment actionnaire à 50% de l'aéroport de Londres Gatwick et détiendra 40 % de Suez.

Selon eux, «Les infrastructures sont considérées comme l'un des secteurs qui vont enregistrer la plus forte croissance dans les années à venir» ! Pour l'intérêt de la collectivité qui a financé lesdites infrastructures, on repassera !

Mayotte : au manque d'eau va s'ajouter le saccage de la nature

Comme chacun sait Mayotte manque d'eau. Ce qui oblige l'État à distribuer chaque mois 17 millions de bouteilles d'eau minérale achetées à l'île Maurice. Pour remédier à cette situation et pallier la production insuffisante de l'usine locale de dessalement d'eau gérée par le groupe Vinci, le préfet a décidé la construction d'une seconde installation, beaucoup plus performante. Seul problème : le lieu choisi, à Ironi Bé, se trouve sur le lagon, entouré d'une barrière de corail de 140 kilomètres de long, considérée par les biologistes marins comme un sanctuaire pour la bio-diversité marine. Jusqu'à présent les protestations des organisations écologistes, des riverains et de la députée locale sont restées sans réponse. Le préfet, qui avait reçu l'an dernier le soutien d'Élisabeth Borne, s'obstine malgré la catastrophe écologique annoncée. « Le quinquennat sera écologiste » disait Macron. Il n'en prend toujours pas le chemin.